



**HAL**  
open science

## Géorgie : l'espoir démocratique en berne

Silvia Serrano

► **To cite this version:**

Silvia Serrano. Géorgie : l'espoir démocratique en berne. Anne de Tinguy (dir.). Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2024, Les Etudes du CERI n°277-278, , pp.14-19, 2025, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2024, <10.25647/etudesduceri.277-278.02>. <hal-04961217>

**HAL Id: hal-04961217**

**<https://hal.science/hal-04961217v1>**

Submitted on 21 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

## Géorgie : l'espoir démocratique en berne par Silvia Serrano

L'année 2024 a été marquée en Géorgie par un affaiblissement de l'espoir démocratique et par l'échec des mobilisations, dans la rue et dans les urnes, pour mettre fin aux menaces contre l'ensemble des contre-pouvoirs et au rapprochement avec la Fédération de Russie. Ces évolutions inquiétantes sont généralement imputées à l'interventionnisme accru de Moscou et aux liens de subordination entre les autorités géorgiennes et Moscou. Si les dynamiques géopolitiques sont incontestables, elles ne suffisent pas à expliquer les ressorts qui permettent à la Russie de conserver, voire retrouver, un crédit ambigu dans un pays que l'on aurait pu croire définitivement sorti de son orbite.

### Une régression démocratique

La Géorgie est l'un des rares Etats issus de l'Union soviétique où subsistent un réel pluralisme, une société civile active et une presse indépendante. Or ceux-ci ont été ces derniers mois la cible d'attaques inédites, au point que 2024 apparaît comme un moment de bascule au-delà duquel la fragile et imparfaite démocratie géorgienne pourrait ne pas survivre. Les mobilisations d'ampleur et de durée inédites au printemps et à l'automne 2024 n'ont pu déboucher sur une alternance politique ni empêché la prise de fonction, le 29 décembre 2024, d'un président dépourvu de légitimité.

Si les tendances autoritaires du Rêve géorgien (parti majoritaire au pouvoir depuis 2012 créé par Bidzina Ivanishvili, un oligarque géorgien dont la fortune est estimée à 15 % du PIB du pays<sup>1</sup>) ne datent pas d'hier, comme en témoigne par exemple le sort réservé à l'ancien président Mikheil Saakachvili, incarcéré depuis 2021 après une condamnation pour abus de pouvoir, sa baisse de popularité à l'approche des élections législatives l'a amené à renforcer l'arsenal répressif et le contrôle sur la société. De lourdes peines ont été prononcées contre des participants aux gigantesques manifestations de février 2023 et d'avril et mai 2024 contre l'adoption d'une mal nommée loi sur « la transparence de l'influence étrangère »<sup>2</sup>, tandis qu'un amendement au code de procédure pénale permet désormais de prendre prétexte des dommages causés à la propriété pour criminaliser toute forme de protestation sociale. Des campagnes d'intimidation et menaces par appels téléphoniques anonymes ont visé des personnalités d'opposition. A cela s'ajoute la reprise en main des institutions universitaires et culturelles (Maison des écrivains, Musée de la littérature, Centre national du cinéma, Musée national de Géorgie) via la nomination de personnalités affidées au pouvoir et des tracasseries administratives. L'adoption de la loi mentionnée ci-dessus, qui pénalise *de facto*

<sup>1</sup> Forbes, <https://www.forbes.com/profile/bidzina-ivanishvili/>, consulté le 6 novembre 2024.

<sup>2</sup> Cette loi impose à toute organisation percevant au moins 20 % de ses ressources financières de l'étranger de s'enregistrer administrativement comme « organisation poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère ».

ce qui relève du délit d'opinion et fournit des instruments supplémentaires pour cibler les médias indépendants et les ONG, est devenue le symbole de cette régression démocratique.

Cette montée de l'autoritarisme s'est accompagnée d'un rapprochement avec la Fédération de Russie particulièrement notable depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. La Géorgie ne s'était pas associée aux sanctions européennes<sup>3</sup>. Désormais, le gouvernement partage explicitement la rhétorique du Kremlin. L'oligarque Bidzina Ivanichvili vilipende un « parti global de la guerre » qui chercherait à ouvrir un second front contre la Russie et rallie le camp des « valeurs traditionnelles », à la grande satisfaction de Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe. Ce cadrage en termes de guerre civilisationnelle explique l'adoption le 3 octobre 2024 d'une loi sur « la protection des valeurs familiales et des mineurs » directement inspirée du modèle russe, qui interdit le mariage entre personnes du même sexe (qui n'a pourtant jamais été autorisé) ou instaure une censure sur les contenus pouvant être assimilés à de la propagande en faveur de l'homosexualité. L'effet immédiat a été de débrider la violence contre les minorités sexuelles, comme en a témoigné le meurtre de Kesaria Abramidzé, une influenceuse transgenre assassinée le lendemain de son adoption définitive.

Les liens d'affaires suspectés entre Bidzina Ivanichvili ou sa famille et la Fédération de Russie<sup>4</sup>, pays dans lequel il a fait fortune, et la confusion des intérêts privés et publics rendent les autorités géorgiennes particulièrement perméables aux pressions russes et le régime qu'ils instaurent plus compatible avec Moscou qu'avec Bruxelles. La Russie peut y exercer une propagande active, y faire jouer ses réseaux d'influence ou hacker les administrations et entreprises géorgiennes<sup>5</sup>. Autre signal du glissement de la Géorgie hors de la sphère occidentale, l'importance croissante des investissements chinois dans les grands projets d'infrastructure (autoroute est-ouest, route transcaucasienne, etc.). La décision des autorités de confier l'aménagement du port d'Anaklia à un groupe chinois au détriment d'un consortium américain avait eu valeur de symbole<sup>6</sup>.

Bruxelles et Washington disposent de leviers limités pour contrer ces évolutions. L'administration Biden a adopté des sanctions contre des responsables politiques suspectés de collusion avec les services de sécurité russes ou comptables des violences contre les manifestants puis contre Bidzina Ivanichvili lui-même<sup>7</sup>. Alors que le statut de candidat avait été accordé à la Géorgie en décembre 2023, l'Union européenne a suspendu le

---

<sup>3</sup> Au lendemain de l'attaque de l'Ukraine par la Fédération de Russie, l'Union européenne adopte des sanctions qui comprennent des mesures ciblées contre certains individus, des sanctions économiques, des mesures diplomatiques et des mesures en matière de visas.

<sup>4</sup> « Russian businesses of Bidzina Ivanishvili and his relatives », Transparency International Georgia, 27 avril 2022, <https://transparency.ge/en/post/russian-businesses-bidzina-ivanishvili-and-his-relatives>

<sup>5</sup> « How Russia's spies hacked the entire nation of Georgia », Bloomberg, 21 octobre 2024, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-10-21/how-russia-s-spies-hacked-the-entire-nation-of-georgia?>, consulté le 6 novembre 2024.

<sup>6</sup> Cette décision, prise en 2020, a été validée en 2024 par la Cour internationale d'arbitrage, voir par exemple « International arbitration court rules in favor of Georgian government on port development case », Eurasianet, 30 juillet 2024, <https://eurasianet.org/international-arbitration-court-rules-in-favor-of-georgian-government-on-port-development-case>, consulté le 6 novembre 2024.

<sup>7</sup> <https://civil.ge/archives/648597>

processus d'intégration en juillet 2024, mais les mesures qu'elle peut aujourd'hui aisément prendre, telle la suppression du régime de libre visa, risquent de pénaliser la société géorgienne plus que les autorités.

### **Des clivages trompeurs**

Face à ces évolutions, la société a été présentée par la plupart des commentateurs comme divisée en deux camps antagonistes, l'un qui serait en faveur de la démocratie, de l'intégration et des valeurs européennes, l'autre conservateur et pro-russe. Certains partis en lice aux élections législatives d'octobre 2024 ont exaspéré cette polarisation à des fins de mobilisation. Pourtant, les résultats et une analyse plus fine des dynamiques sociopolitiques internes, sans invalider cette lecture, invitent à la nuancer. Comme cela était prévisible, les élections ont mis en concurrence des forces très inégales, elles ont été entachées de pressions et d'un recours massif aux « ressources administratives » (l'utilisation par des candidats de leurs positions officielles et de leur proximité avec les administrations pour influencer le résultat des élections). Dans les régions où les fraudes ont été les plus manifestes, la fonction des élections n'a pas été de choisir des représentants, mais de prouver la loyauté de la communauté envers le pouvoir.

Il est malgré tout possible d'en tirer quelques enseignements. La participation de 59 %, selon les données officielles, est plus élevée qu'aux dernières élections (2018), mais moindre qu'en 2012, quand la population s'était massivement mobilisée pour évincer le Mouvement national, le parti de Mikheil Saakachvili arrivé au pouvoir à la faveur de la « révolution des roses »<sup>8</sup>. En dépit d'une dramatisation de l'enjeu, l'opposition a échoué à transformer les élections en referendum en faveur de l'intégration européenne. Le Rêve géorgien continue de disposer d'une assise non négligeable (entre 30 et 54 % des électeurs selon que l'on se base sur les résultats officiels et ceux avancés par les rapports indépendants), mais il est minoritaire à Tbilissi et à Roustavi, et n'atteint pas les 50 % dans les autres grandes villes (Batoumi, Koutaïssi).

Deux lignes de fracture se donnent ainsi à voir : entre générations, et entre villes et régions rurales. Les jeunes ont grandi dans un pays ouvert, où la liberté d'expression et de la presse, ainsi que le pluralisme, se déployaient plus largement que dans la plupart des pays issus de l'Union soviétique, favorisant un dynamisme culturel dans les centres urbains. Ces dernières années, la Géorgie est devenue un centre de la musique techno, elle a vu renaître son cinéma d'auteurs, se développer des universités indépendantes, des cafés branchés où de jeunes générations exposées aux changements sociétaux globaux expérimentaient des modes de vie en rupture avec ceux de leurs parents. Ceux qui en ont profité se sont mobilisés pour ne pas perdre ces acquis, si insuffisants ou ambigus aient-ils été par ailleurs. Tbilissi avait un air du Madrid de la Movida des années 1980 ou du Berlin des années 1990, mais sans le développement économique afférent. En se présentant comme le défenseur des valeurs familiales et de supposées traditions nationales, le parti Rêve géorgien flatte un électorat plus âgé, moins citadin ou plus conservateur qui ne se reconnaît pas dans ces évolutions. Le soutien tacite de

---

<sup>8</sup> Voir le site de la commission électorale : [https://results.cec.gov.ge/#/en-us/election\\_57/tr/dashboard](https://results.cec.gov.ge/#/en-us/election_57/tr/dashboard), consulté le 6 novembre 2024.

l'Église orthodoxe de Géorgie, quelques jours après que les autorités lui ont transféré des terrains dans plusieurs villages<sup>9</sup>, a pu jouer à la marge même si son influence est difficilement mesurable. La focalisation du débat public sur les questions sociétales, encouragée par les deux camps, renforce les effets de polarisation, mais occulte d'autres dynamiques.

La partition entre pro- ou anti-Européens est également simplificatrice, comme en atteste l'écart entre la part de la population en faveur d'une adhésion à l'Union européenne (plus de 80 % selon les études d'opinion<sup>10</sup>) et celle qui a voté pour l'opposition proeuropéenne lors des élections législatives d'octobre 2024 (37 % selon les données officielles, 50 % selon certains sondages sortis des urnes). La présidente Salomé Zourabichvili, dans une tentative louable de lutter contre la dispersion des votes, est parvenue à faire signer une Charte proeuropéenne aux quatre principaux partis d'opposition. Le premier slogan du Rêve géorgien faisait également référence à l'Europe : « Vers l'Europe, mais dans la paix, la dignité, la prospérité ». Incontestablement, l'Europe constitue un horizon idéal pour de nombreux Géorgiens, qu'ils y voient un espace ouvert, libéral, protecteur, un confort de vie enviable ou un marché de l'emploi offrant plus d'opportunités que le voisinage proche. Mais c'est l'indétermination même du signifiant « Europe » qui en crée l'efficacité politique, permettant d'unifier des aspirations dont l'hétérogénéité apparaît au grand jour quand il s'agit d'y trouver une traduction politique.

En réalité, la scène politique géorgienne continue d'être structurée en fonction du charisme et de la popularité de personnalités publiques en compétition, aux styles et aux ressources distinctes, mais aux positionnements et affiliations politiques changeants, voire opportunistes, et donc peu lisibles pour les électeurs. Ainsi, le Rêve géorgien montrait en 2012 une inclination sociale-démocrate avant de se rapprocher de l'extrême-droite de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois. Salomé Zourabichvili, aujourd'hui égérie de l'opposition, a été ministre de Mikheil Saakachvili avant de devenir la candidate soutenue par le Rêve géorgien quand elle a été élue présidente en 2018. L'opposition proeuropéenne réunissait en 2024 une liste menée par un ancien Premier ministre du Rêve géorgien, une seconde par le créateur de TBC Bank, la banque la plus importante du pays, tandis que les anciens proches de Mikheil Saakachvili se dispersaient dans deux coalitions différentes. Aucune force ne présente d'alternative crédible aux politiques néo-libérales expérimentées en Géorgie depuis la révolution des roses.

La formulation des différends en termes de valeurs (« européennes » ou « traditionnelles ») va ainsi de pair avec la difficulté à proposer des alternatives politiques lisibles, car reposant sur des lignes de partage idéologiques. Ce brouillage des frontières idéologiques, consécutif à la perte de pertinence des clivages (gauche-droite) traditionnels, n'est nullement spécifique à la Géorgie. Toutefois, dans ce pays, certains facteurs spécifiques l'ont amplifié, telle la place considérable occupée par les ONG dans l'élaboration des politiques publiques. Longtemps considérées comme un palliatif à un Etat dysfonctionnel et des incubateurs pour un nouveau personnel politique, elles ont aussi contribué à la dépolitisation de la vie publique en renvoyant le politique à du sectoriel, voire à du purement technique.

---

<sup>9</sup> Voir les décrets des 17 et 18 octobre 2024.

<sup>10</sup> Voir par exemple « IRI Poll shows strong support of Georgian citizens for EU and NATO membership », Civil.ge, 16 novembre 2023, <https://civil.ge/archives/569681>, consulté le 5 novembre 2024.

## Une société géorgienne entre peur et pragmatisme

Enfin, la dramatisation extrême d'un choix présenté comme existentiel par l'opposition a pu aliéner une partie de l'électorat pour qui le compromis, tant en matière de politique intérieure qu'extérieure, apparaît comme une option pragmatique dans un petit pays dont la marge de manœuvre est limitée, voire la seule à même de garantir la sécurité et de protéger leurs intérêts économiques. Certes, l'Europe fait rêver, mais la Russie fait peur, et l'anticipation de nouveaux équilibres géopolitiques en sa faveur peut inciter à ne pas se l'aliéner.

Le Rêve géorgien avait acquis sa popularité sur la promesse de concilier la voie européenne et l'amélioration des relations avec la Russie. Cette promesse étant désormais illusoire, il a recentré la campagne électorale sur la menace de la guerre. Durant cette campagne, ses membres ont recouvert les murs de la capitale d'affiches mettant en vis-à-vis les destructions en Ukraine et la paix régnant en Géorgie, tandis que Bidzina Ivanichvili imputait au Mouvement national uni et à ses alliés occidentaux une lourde responsabilité dans la guerre de 2008 qui s'était soldée par la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud. Aussi scandaleuse et cynique que paraisse cette campagne, l'argument selon lequel le basculement dans le camp occidental entraînerait une réaction hostile de Moscou fait mouche auprès de pans de la société qui ont connu les conflits des années 1990. La guerre de 2008 en Géorgie puis celle en Ukraine ont montré que ni l'Union européenne ni l'OTAN n'avaient la capacité de prémunir efficacement leurs amis d'une offensive russe et de rétablir leur intégrité territoriale. Dans le cas géorgien, l'Union européenne n'avait alors pas su empêcher la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ainsi que l'affirmation d'une forte présence militaire russe. L'affaiblissement de l'Union européenne sur la scène mondiale et ses divisions internes ne contribuent pas à sa crédibilité comme garant de sécurité.

Carte 3  
La Géorgie dans son environnement régional



Alors que le chômage et le coût de la vie constituent selon les études d'opinion les deux premières préoccupations des Géorgiens<sup>11</sup>, le rapprochement avec la Russie peut être vu positivement pour des raisons indépendantes de considérations géopolitiques ou idéologiques. Même si les liens se sont considérablement distendus, l'émigration géorgienne y demeure importante, de nombreuses familles continuent à y avoir des attaches familiales ou des contacts professionnels. Aussi, la reprise des liaisons aériennes en 2023 ou l'allègement du régime des visas pour les ressortissants géorgiens annoncé par Vladimir Poutine ont-ils pu être accueillis avec soulagement, indépendamment des jugements portés sur le régime russe.

Des pans non négligeables de la population bénéficient également, du moins à court terme, des dynamiques induites par la guerre en Ukraine en matière économique, du fait d'une part de l'arrivée massive de Russes, Bélarusses et Ukrainiens à partir de 2022, et d'autre part des opportunités liées aux nouveaux équilibres géopolitiques. L'augmentation des loyers fournit des compléments de revenus importants aux propriétaires de logements libres, tandis que la prolifération des cafés et restaurants montre que les liquidités injectées dans l'économie locale peuvent favoriser l'essor du tertiaire. En outre, la Géorgie a pu profiter d'une réorientation des flux commerciaux et financiers liée aux sanctions occidentales. Même si l'augmentation du volume des échanges entre la Russie et la Géorgie en 2022 et 2023 (voir figure 7) est partiellement due à un effet de rattrapage après les années Covid, le transit par la Géorgie de biens à destination de la Russie, qu'il s'agisse de matériel sensible (drones, puces électroniques, ferroalliages, etc.) ou non (véhicules légers), est amené à perdurer<sup>12</sup>.

La transformation des équilibres géopolitiques induite par la guerre en Ukraine est particulièrement sensible en Géorgie. Tandis que s'amplifie l'influence russe, les faiblesses européennes y apparaissent au grand jour. Sur la scène politique, ces évolutions affaiblissent les modes de légitimation qui allaient de pair avec le rapprochement européen et rendent moins coûteuses les violations des normes démocratiques. Si les segments de la population dépendant des prébendes européennes ou attachés au climat libéral sont directement menacés, d'autres se repositionnent en fonction de la nouvelle donne, qu'ils n'y voient pas d'alternative ou qu'ils y trouvent de nouvelles opportunités. Toutefois, dans une conjoncture internationale et intérieure très mouvante, de possibles retournements de situation ne peuvent être exclus. La répression des manifestants pacifiques à la suite des élections a ainsi profondément affecté le crédit dont jouissent les autorités.

---

<sup>11</sup> Voir par exemple l'enquête déjà mentionnée, Civil.ge, 16 novembre 2023.

<sup>12</sup> <https://www.globalaffairs.ch/2024/08/09/increased-russian-georgian-trade-sanctions-circumvention-or-benign-change-of-trade-flows/>

**Pour citer cet article :** Silvia Serrano, « Géorgie : l'espoir démocratique en berne », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2024/Les Etudes du CERJ*, n° 277-278, février 2025 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].